

MAIRIE DE SAINT-JUST D'ARDECHE (07700)

CONSEIL MUNICIPAL

MENTION DE LA CONVOCATION AU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Convocation du 25 septembre 2020.

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le mercredi 30 septembre 2020, à 18 heures.

Le Maire,

Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2020

Nombre de Conseillers :	L'an deux mille vingt,
En exercice: 19	le 30 septembre à 18 heures,
Présents : 17	le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JUST D'ARDECHE,
Votants : à compléter	dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
	sous la présidence de Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE.

PRESENTS : PUJUGUET-GUIGUE Brigitte, Maire, ORENES-LERMA José, PETITJEAN Michèle, FEO Cédric, ALVES Marlène, COMBRET Thierry.

LLORENS Agustín, BABIN Jean-François, RAHJI Fatima, HARDIN Emmanuelle, LACROIX Séverine, HUTTIER Lucie, GUIGUE Paul, BOESSO Dominique, PRADIER- LAGET Jérôme, FOREST Céline, ROBERT Mickaël.

Absent ou excusé : ROSIN Isabelle donne procuration à Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE, ODEYER Bruno donne procuration à FEO Cédric.

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de **Séverine LACROIX** en qualité de secrétaire de séance.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à cette secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil, Véronique BRUNEAU, Secrétaire de mairie, qui assistera à la séance, mais sans participer à la délibération.

Il est donné lecture des délibérations prises lors de la séance du 31 juillet 2020.

Le procès-verbal de la séance du 31 juillet 2020 est adopté.



Objet :Travaux du cimetière

Madame Le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité d'entreprendre des travaux au cimetière, et en particulier au vu de l'état des allées de procéder à leur réfection complète. Ces travaux doivent être d'une qualité de nature à durer dans le temps.

Madame le Maire présente deux devis, reçus en réponse à la demande formulée ainsi :
« Réfection des allées du cimetière, décaissement, chargement et évacuation, mise en place gravier + compactage, (gravier 0/20 sur 5 cm et clavicette sur 5 cm). »

Un premier devis de l'entreprise SAS RAMIERE pour un montant de 7290.75 € HT et un deuxième devis de l'entreprise FORT GERALD pour un montant de 9506.00 HT.

Après étude des deux devis et analyse du rapport qualité/prix, Madame le Maire propose de choisir l'entreprise SAS RAMIERE.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré:

- DECIDE de la réalisation des travaux,
AUTORISE le Maire ou son représentant à passer commande pour un montant de 7290.75 € HT.
- DIT que cette dépense sera imputée au compte 615231 sur le budget communal.

Vote :

Pour :15	Abstention : 4	Contre :0
----------	----------------	-----------

Remarques :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Objet : Vente logement HLM au Frigoulet
--

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que :

- Par un courrier en date du 24 août 2020, la commune était destinataire d'une demande d'avis du Conseil Municipal pour la vente de logements HLM.

En effet, Ardèche Habitat rappelle dans son courrier que dans le cadre de son plan stratégique du patrimoine, et suite à la délibération du 25/03/2010, le Conseil d'Administration de Ardèche Habitat a délibéré favorablement sur la vente d'une partie de son patrimoine.

Cette vente serait proposée aux locataires en place depuis 2 ans.
Si le logement est libre, celle-ci est proposée à l'ensemble des locataires du parc HLM de l'Ardèche et de ses gardiens pendant 1 mois puis à toute personne intéressée.

Ardèche habitat sollicite donc l'agrément de la commune pour la mise en vente partielle ou totale des logements de ses deux résidences.

Madame Le Maire explique au Conseil Municipal qu'elle n'y est pas favorable, qu'il n'est pas opportun de défavoriser les autres habitants en permettant l'acquisition d'un logement sans payer le terrain quand celui-ci a été cédé par la municipalité à titre gratuit pour la construction des logements. De plus il est important de garder le parc HLM existant afin de venir en aide aux personnes à faibles revenus.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- N'ACCEDERA PAS à la demande d'Ardèche Habitat.

Vote : unanimité

Pour : 19	Abstention : 0	Contre : 0
-----------	----------------	------------

Remarques :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Objet : Demande de subvention DETR pour le feu tricolore de la commune

Madame le Maire propose à l'Assemblée de déposer un dossier de demande de subvention afin de pouvoir installer des feux dits « intelligents » au droit de la montée de l'école sur la route départementale.

Cette installation permettrait ainsi :

- De réduire la vitesse excessive constatée,
- De Sécuriser la traversée piétonne le long de la départementale ;
- De Sécuriser la sortie des véhicules stationnés.

De plus le feu est vétuste, un devis de réparation a été fourni pour un montant de 42 000 €.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès de la DETR.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'ADOPTER la demande et le montage de dossier de subvention DETR concernant le feu tricolore de Saint Just d'Ardèche.

- D'AUTORISER le maire à signer tout document relatif à cette demande de subvention.

Vote :

Pour : 19	Abstention :0	Contre :0
-----------	---------------	-----------

Remarques :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Objet : Désignation d'un nouveau membre élu au CCAS
--

Madame le Maire explique au Conseil, les dispositions afférentes à la composition du conseil d'administration des Centres Communaux d'Action Sociale et au mode de désignation des administrateurs, élus ou nommés, sont codifiés aux articles L.123-6, R.123-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à l'article L.237-1 du code électoral.

Les membres élus (hormis le président qui est le maire) et les membres nommés sont en nombre égal au sein du conseil d'administration.

C'est par un arrêté du Maire que sont nommés les membres représentants : un représentant les associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, un représentant les associations familiales désigné sur proposition de l'union départementale des associations familiales, un représentant les associations de retraités et de personnes âgées du département et un représentant les associations de personnes handicapées du département.

Et c'est par délibération du Conseil Municipal que sont désignés les membres élus.

Madame le Maire propose 1 siège supplémentaire car les sièges sont à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Il recueille la candidature de Madame Dominique BOESSO et propose la relecture de la liste suivante :

- Madame Marlène ALVES
- Madame Emmanuelle HARDIN
- Madame Séverine LACROIX
- Madame Fatima RAHJI
- Monsieur Bruno ODEYER

Et donc Madame Dominique BOESSO en sus.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER la nomination de Madame Dominique BOESSO comme membre élue supplémentaire.

Vote :

Pour : 19	Abstention :0	Contre :0
-----------	---------------	-----------

Remarque :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Objet : Remboursement cantine-garderie.

Madame le Maire explique aux membres présents qu'à l'heure actuelle le règlement de la cantine ne prévoit pas le remboursement aux parents dont les enfants quittent l'école à la rentrée (système de paiement à la réservation).

Madame le Maire propose donc que la commune rembourse les frais engagés par ces parents, et qu'à terme une étude du règlement de la cantine soit lancée sur le fond en concertation avec les agents de la cantine et l'adjoint en charge du dossier.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'ACCEPTER que la commune prenne en charge le remboursement des frais de repas et garderie,
- d'AUTORISER le maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Vote :

Pour :19	Abstention :0	Contre :0
----------	---------------	-----------

Remarque :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Objet : Désignation des représentants à la Commission Locale d'Information des Grands Equipements Energétiques du Tricastin (CLIGEET)

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'environnement,

Vu le décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

Vu l'arrêté interdépartemental n° 16_DAJ_0100 du 26 février 2016 pour le Conseil départemental de la Drôme et n° 2016-1480 du 15 mars 2016 pour le Conseil

départemental de Vaucluse, portant renouvellement de la Commission Locale d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques de Tricastin (CLIGEET),

L'article L.125-17 du code de l'environnement pose le principe de la création d'une commission locale d'information « auprès de tout site comprenant une ou plusieurs installations nucléaires de base définies à l'article L.593-2. Cette commission est chargée d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et sur l'environnement pour ce qui concerne les installations du site. Elle assure une large diffusion des résultats de ses travaux sous une forme accessible au plus grand nombre. »

La commission locale d'information est créée sur décision des Présidents des Conseils départementaux des départements sur lesquels s'étend le périmètre du groupe d'installations nucléaires de base. Ils nomment les membres de la commission dans le respect des dispositions établies par l'article L.125-20 du code de l'environnement et l'article 5 du décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base.

Au vu de ce contexte réglementaire, les départements de la Drôme et du Vaucluse ont institué, par un arrêté interdépartemental (n° 09-DAJ-0157 pour la Drôme et n°09-3277 pour le Vaucluse, du 15 avril 2009) la Commission Locale d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques du Tricastin dite « CLIGEET ». Le département de la Drôme préside et anime cette instance. Le Département de Vaucluse en assure la vice-présidence.

Conformément à l'arrêté interdépartemental n° 12_DAJ_0059 pour la Drôme et n° 2339 pour le Vaucluse du 6 juillet 2012, la composition de la CLIGEET doit être renouvelée en 2016 pour un nouveau mandat. L'arrêté interdépartemental n° 16_DAJ_0100 du 26 février 2016 pour le Conseil départemental de la Drôme et n° 2016-1480 du 15 mars 2016 pour le Conseil départemental de Vaucluse, portant renouvellement de la Commission Locale d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques du Tricastin (CLIGEET) fixe la nouvelle composition de la CLIGEET pour un mandat de cinq ans (2020-2025).

Conformément à cet arrêté, la commune de Saint Just d'Ardèche dispose d'un siège au sein de la CLIGEET.

En application de l'article 5, paragraphe 1 du décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des installations nucléaires de base, le Conseil Municipal doit désigner ses représentants par une délibération.

Aussi le Conseil Municipal de la commune de Saint Just d'Ardèche désigne les membres titulaire et suppléant suivants:

Titulaire : Madame Emmanuelle HARDIN Conseillère Municipale

Suppléant : Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE Maire

Vote : unanimité

Pour :19	Abstention :0	Contre :0
----------	---------------	-----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Objet : Emplacement local ADN

Le Syndicat Mixte ADN s'est engagé, au travers de la réalisation du Réseau d'Initiative Publique FTTH (fibre optique à l'abonné), à desservir 97% des foyers de l'Ardèche et de la Drôme au cours des dix prochaines années.

Ce projet ambitieux nécessite l'implantation de locaux nommés « Nœuds de Raccordement Optique (NRO) », et « Multi Sous Répartiteurs Optiques (MSRO) ».

Le Maire expose au Conseil Municipal la proposition de la société ECOPLAN, maître d'œuvre du Syndicat Mixte ADN, portant convention d'occupation de la parcelle B n 1283 place du jeu de boule. La construction sur cette parcelle d'un bâtiment avec une emprise au sol de 54.62 m² au sol serait incompatible avec le lieu car trop imposant pour la taille de la place et gâcherait cet espace, un des rares espace public de la commune.

Au cours d'une rencontre en mairie, le 23 septembre 2020, Monsieur DUPUY, Chef de Projet d'ADN, expose les contraintes techniques liées à l'installation de ce local appelé à servir les 3 communes : St Just, St Martin et St Marcel. Au regard de ces contraintes (proximité avec la RD86, emprise au sol, accès au chantier etc...) et après analyse des parcelles disponibles (la cour des anciennes écoles, le parking de la ferme), aucun autre emplacement ne convient dans le village.

Madame le Maire expose qu'elle souhaite faciliter la mise en œuvre de la fibre, équipement important pour le développement du territoire et le service aux habitants.

Elle indique que la municipalité en place a le sens de la coopération intercommunale et accèderait volontiers à la cession d'une parcelle si c'était possible.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de :

- REFUSER l'implantation du local technique sur les parcelles demandées,
- REFUSER les propositions de conventionnement avec le Syndicat Mixte ADN,
- D'AUTORISER le Maire à étudier la mise en œuvre du projet ADN au complexe sportif.

Vote : unanimité

Pour : 19	Abstention : 0	Contre : 0
-----------	----------------	------------

Remarque :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.
Le Maire,

<u>Objet</u> : Ecole Départementale de musique – désignation d'un titulaire

Madame le Maire demande au Conseil Municipal d'accepter la nomination d'un titulaire pour le comité syndical de l'Ecole Départementale de Musique.

Madame le Maire propose :

- Madame Brigitte PUJUGUET GUIGUE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'ACCEPTER cette nomination

Vote : 19

Pour : 19	Abstention : 0	Contre : 0
-----------	----------------	------------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

Séance levée à 18h45

Questions diverses :

Monsieur PRADIER prend la parole :

1. Question à l'adjoint des affaires scolaires.

La rentrée s'est déroulée voici quelques semaines. A priori, elle s'est bien passée. La commune comprend 2 écoles : 1 école publique et 1 école privée sous contrat. Pourquoi les élus ne sont pas allés à l'école Saint Joseph pour cette rentrée ?

Réponse :

Il est faux de dire que les élus ne sont pas allés à l'école privé. Les élus considèrent les deux écoles du village et sont allés à l'école privée au moment où les enfants rentraient en classe. De plus, dans ce même esprit, ils sont allés au pot de rentrée le vendredi suivant.

2. Questions à l'adjointe aux associations.

1. Lors de la dernière commission des associations, vous aviez indiqué que la décision de ne pas organiser le forum des associations a été prise en réunion du SIVU qui gère le complexe. Les associations ont été informées par mail le 3 août 2020. Je

tiens à préciser que l'organisation du forum n'a pas à être effectuée par les membres du SIVU mais par les adjoints aux associations des 3 communes.

a. Pourquoi ne pas avoir demandé l'avis des représentants d'associations sur la tenue d'un forum ?

b. Quand vous avez su que toutes les communes voisines réalisaient leur forum, pourquoi ne pas avoir essayé de l'organiser même en version « light » ? Je pense que les associations auraient répondu favorablement.

Réponse :

L'adjointe répond qu'elle est novice et qu'elle ne connaissait pas forcément le fonctionnement du forum des associations.

La décision de ne pas le faire a été prise à l'occasion de la première réunion du SIVU du complexe sportif au regard des règles sanitaires dont nous avons connaissance à ce moment-là.

L'appréciation des conditions sanitaires est complexe : nous avons maintenu certaines manifestations, annulé d'autres...

Peut-être avons-nous mal apprécié la situation pour le forum des associations.

2. Lors de la réunion de rentrée de l'association qui gère la bibliothèque le lundi 7 septembre où 17 personnes étaient présentes et dont Madame Petitjean, vous êtes la Présidente, personne n'avait le masque. Avez-vous une explication ?

Madame le Maire indique que c'est aux responsables des associations de faire respecter le protocole sanitaire, qu'il s'agit d'une affaire privée à gérer en interne par l'association.

3. Question à Thierry Combret.

Tu as été désigné en conseil communautaire comme représentant suppléant au SDE07 en juillet. Le 4 septembre, tu as démissionné. Pourquoi ?

Réponse :

Il fallait quelqu'un au départ. Ensuite, j'ai laissé ma place.

4. Question à Madame Le Maire.

Dans votre profession de foi, vous annonciez « soutenir les entreprises, les artisans et les commerçants ». Deux commerçants du village situés RD 86 qui exercent une activité secondaire de point relais colis ont peur de perdre cette activité qui est vitale pour la survie de leur commerce. En effet, les élus leur ont demandé de recevoir les colis destinés à la population place de la mairie au motif que ça gênait la circulation.

Pour eux, ce n'est pas possible. Certes, la livraison de ces colis peut causer quelques désagréments mais que comptez-vous faire ?

Réponse :

En effet je l'ai annoncé et je vais le faire : je soutiens les entreprises ! Et je fais attention à la sécurité routière aussi. Et comme je l'ai annoncé également, je fais les choses en concertation : une rencontre en mairie avec les commerçants de la RN 86 est programmée samedi prochain.

5. Que comptez-vous faire du local de l'ancienne bibliothèque ?

Réponse :

Deux associations utilisent les locaux des anciennes écoles : l'Harmonie de la Basse Ardèche et l'Atelier Cézanne. Ces locaux sont très vétustes (pas de toilettes, ni double vitrage, chauffage inadapté etc...) et leur mise aux normes très couteuse. L'Harmonie de la Basse Ardèche devrait aller dans les locaux de l'ancienne bibliothèque et l'Atelier Cézanne au local de l'ancienne poste à côté de la mairie, avec l'utilisation de la salle des associations pour les ateliers. Cette attribution de salles a été faite en concertation avec les associations.

6. Le bilan des journées du patrimoine a été moyen. Pour ma part, les visites à l'église et à la chapelle ont accueilli peu de monde par rapport aux autres années.

Réponse :

Le bilan est positif notamment pour le musée de Jean Mathon qui a accueilli du monde. La balade patrimoniale du Pont Cassé a satisfait les participants.

7. Pourquoi avoir supprimé une place de stationnement devant la Mairie coté RD 86 ?

Réponse :

Cette place a été supprimée pour des raisons de sécurité et de manque de visibilité quand on marque le stop de la rue des deux tours.